



ENSEMBLE!

MOUVEMENT POUR UNE ALTERNATIVE
DE GAUCHE, ECOLOGISTE ET SOLIDAIRE

L'Édito

La sécession des riches

De retour de la cérémonie d'intronisation de Trump, Bernard Arnault, patron de LVMH et une des plus grandes fortunes mondiales, s'est fendu d'une déclaration fustigeant la « sur-taxation » – très provisoire – des grandes entreprises et des ultra-riches prévue dans le projet de budget du gouvernement Bayrou. Plusieurs autres grands patrons lui ont aussitôt emboîté. Tout y est passé pêle-mêle : trop de fiscalité, trop de cotisations, trop de normes (environnementales en particulier), trop de contraintes... Des jérémiades indécentes eu égard aux milliards d'argent public perçus par ces entreprises à coup d'exonérations de cotisations et de cadeaux fiscaux. Indécentes aussi au regard des dividendes records versés à leurs actionnaires !

Cette « jacquerie » des patrons français n'est pas isolée. Venu d'outre-atlantique, un vent libertarien souffle de plus en plus sur le vieux continent où pointe la même rengaine des « élites » économiques. L'argument du rétablissement de la « compétitivité » des entreprises cache mal une logique de fuite en avant dans un capitalisme sans limites ni contraintes. Et face aux résistances, la bourgeoisie est de plus en plus tentée par les solutions autoritaires pour imposer ses exigences. L'irruption d'un Elon Musk sur la scène politique, ses ingérences en Allemagne et en Grande Bretagne en sont les signes précurseurs.

La riposte à la radicalisation de la bourgeoisie ne pourra pas faire l'impasse sur la question de l'appropriation sociale de l'économie si on veut se libérer de l'emprise du capital. Aux forces de gauche de porter haut cette ambition.

Continuer le Nouveau Front Populaire

Le refus du parti socialiste de voter la motion de censure est un choix dommageable pour la gauche et pour son unité. **Ensemble!**, qui était favorable à ce vote, le regrette. Le nouveau Front populaire en est fragilisé.

Mais ce refus ne remet en cause, ni l'appartenance du PS à l'opposition, ainsi qu'il l'a clairement dit, ni surtout la nécessité de poursuivre la construction du nouveau Front populaire, à la base comme au sommet, pour construire une alternative crédible à la droite et à l'extrême-droite, dont les dangers, à l'heure de Trump et de Milei, sont toujours plus grands. A cet égard, nous regrettons la réaction intempestive de la France Insoumise, qui évoque une "interruption" du nouveau Front populaire : une hypothèse qui repose sur une conception de ce rassemblement qui n'a jamais été actée nulle part. Ce choix, s'il devait être maintenu, aurait des conséquences dramatiques. Sa formulation, qui met sur le même plan le PS et l'extrême droite, est par ailleurs scandaleuse et dangereuse.

Le budget de régression adopté grâce à l'article 49-3 doit être combattu, comme doivent l'être toutes les politiques de casse sociale et démocratique que le gouvernement Bayrou s'apprête à mettre en œuvre.

Nous ne nous résignerons pas à la division : aucune force politique ne peut porter à elle seule une alternative mobilisatrice au pouvoir actuel. L'unité des forces de



gauche et du mouvement social sont plus que jamais une nécessité impérieuse. Le nouveau Front populaire n'appartient à personne, il est une dynamique en construction et doit reposer sur l'action et l'investissement du plus grand nombre. Multiplier les collectifs, comités et assemblées de Front populaire est un impératif ; il passe par l'action en commun et le respect mutuel, sans que les choix tactiques des uns et des autres ne viennent y faire obstacle.

Quelles qu'en soient les difficultés, cette voie est la seule qui donne à notre pays toutes les chances d'éviter de sombrer dans des politiques d'extrême-droite.

Ensemble! est disponible à toutes rencontres, à tous rapprochements avec d'autres organisations afin de renforcer cette nécessaire unité. Ses militant-es participeront activement à toutes les initiatives en ce sens, et continueront à agir pour le développement d'un nouveau Front populaire à la base.

Communiqué d'Ensemble!, 06/02/2025

Moyen-Orient : un cessez-le-feu durable ?



Le cessez-le-feu mis en application le 19 janvier à Gaza s'inscrit-il dans une perspective d'une paix durable ? La réponse est « non » pour de multiples raisons :

- Soutenu, de manière inconditionnelle, financièrement et militairement, par les États-Unis, l'État colonial d'Israël continue sa politique agressive. Ses Forces d'Occupation se sont emparées de nouveaux territoires en Syrie et y bombardent les bases militaires ; elles occupent le Sud-Liban, ne respectent pas le cessez-le-feu signé avec ce pays (500 violations israéliennes¹) ; elles sont toujours présentes à Gaza ; en Cisjordanie, elles multiplient les attaques contre les villes, les camps (notamment Jenine), les villages et soutiennent les colons les plus extrémistes dans la dépossession des Palestiniens de leurs terres, ce qui aboutit à des pogroms et des massacres : 850 Palestiniens tués depuis octobre 2023¹.
- Le cessez-le-feu ne résout aucunement le problème des Palestiniens. Au contraire, leurs conditions de vie restent plus que dramatiques. De plus, interdire les activités de l'UNRWA,

qui gère plus de 5 millions de réfugiés palestiniens dans les domaines scolaire, social et sanitaire, revient à mettre en très grand danger ces réfugiés et à nier leurs droits, ce qui participe de cette guerre totale.

- La victoire militaire d'Israël, les atrocités de son armée et les conséquences sur les populations de l'ensemble de la région ne peut qu'accroître le ressentiment de celles-ci contre la colonisation israélienne et, plus largement, contre l'État sioniste.

Depuis sa création, l'État d'Israël a déjà remporté différentes victoires militaires : en 1948, 1967, 1982, 2006. Mais en continuant à dénier leurs droits légitimes au peuple palestinien, ces victoires n'ont pas empêché la violente attaque du 7 octobre.

Dans l'histoire contemporaine, combien de victoires militaires ne se sont-elles pas transformées en défaites politiques (guerre d'Algérie, guerre du Vietnam, interventions soviétique et étasunienne en Afghanistan...) pour n'avoir pas pris en considération les peuples.

Autant dire que malgré le massacre de masse, qu'on le qualifie de "processus génocidaire" ou de "génocide", perpétré par le gouvernement israélien, les conditions pour un re-développement de la résistance du peuple palestinien dans un avenir proche sont réunies.

¹ Les Matins de France-Culture du 24/01/2025

Le 22 mars : nouveau printemps du Front Populaire ?

Depuis juillet 2024, assemblées et comités du NFP se sont peu à peu créés, avec une cinquantaine de collectifs. De leur côté, les Victoires populaires (ex-Primaires populaires) recensent des équipes dans une trentaine de villes.

Les meetings de Lucie Castets et son appel vigoureux à s'unir à gauche rencontrent un écho certain (500 personnes à Bagneux-92- par exemple).

Dans les collectifs du NFP, les modes d'action et d'interventions sont variables : réseaux sociaux, débats, tracts, tables sur les marchés, actions santé, logement ... Les thèmes traités couvrent à la fois problèmes nationaux et enjeux locaux, questions générales et mobilisations spécifiques. La demande d'orientations partagées s'exprime sans attendre des impulsions « d'en haut ». La lutte contre le racisme et le RN est une constante. Des campagnes sont envisagées.

Parmi les constats, relevons l'extrême diversité de la participation des partis. Les quatre principaux partis du NFP n'ont pas appelé à construire des collectifs partout. Leurs adhérents y participent parfois activement, parfois peu ou pas du tout. Nous les appelons à rejoindre cette activité démocratique ! Ce sont donc des actrices et acteurs de la « société civile », citoyens et citoyennes, qui fournissent le gros des troupes. « Sans parti », mais pas (forcément) anti-partis.

Les élections à venir se chargeront probablement d'enrichir ou de « structurer » ce mouvement ; à commencer par les municipales.

Tout triomphalisme est à proscrire. Les collectifs manquent encore dans bien des communes et sont parfois fragiles, mais la dynamique semble s'enraciner.



Les jeunes générations sont présentes sur des rythmes propres et surtout par réseaux sociaux. Quant aux personnes victimes de racisation elles demeurent encore trop peu présentes. Le comportement discriminant du pouvoir et l'attitude peu ouverte des directions des 4 partis fondateurs du NFP concourent au découragement. Une rencontre nationale prévue à Paris le 22 mars devrait donner un nouvel élan à cette dynamique et conforter ses contenus. Nous avons toute notre place pour l'aider à se déployer.



ENSEMBLE! est un mouvement politique unitaire, pour une alternative au capitalisme et une écologie de rupture, pour le féminisme, l'antiracisme, l'internationalisme, l'altermondialisme et l'autogestion.

Pour nous contacter :

contact@ensemble-mouvement.com



ENSEMBLEmouvnt



Mouvt_ENSEMBLE



mouvement_ensemble

